

Le Travailleur du Lot-&-Garonne



Sommaire

en bref p 2 et 3

École - Renaud Jean - Droite-Egalité - Municipales - Carte cantonale

à mon avis p 3

actu p 4 à 5

Intercommunalité - Congrès ANACR - Santé

idées p 6

Guerre d'Algérie

locale p 6 à 7

Le-Passage d'Agen - Marmande - Casteljaloux - Bon-Encontre - Séneustis - Lagruère -

culture p 8

Histoire - Sport - Peinture



Construire l'alternative porteuse d'une véritable politique de gauche

Hebdomadaire de la fédération du Parti communiste français - 95^e année - 1,20



ANACR Un congrès combatif

Santé Mise en garde



NIR les RESISTA



Municipales Installation des conseils

Guerre d'Algérie Ils avaient raison



en bref

nécessiterait au moins 20 postes de plus... En 2014, l'effectif des élèves va passer à 26998, soit 61 élèves en plus. La carte scolaire ne prévoit pas de création de postes dans le département. De 1995 à 2001, le Lot-et-Garonne a perdu 1724 élèves et 72 postes, c'est-à-dire que l'on nous prenait un poste pour vingt-quatre élèves en moins. Depuis 2002, malgré 1567 élèves de plus, l'Éducation nationale a supprimé 13,5 postes... En suivant la logique comptable à minima du ministère, le département aurait dû récupérer 65 postes supplémentaires pour cette même période. ■

Retour sur les municipales

Dans tous nos villages, il y a des sociétés de chasse même dans les plus petits et, parfois, c'est la seule association qui existe et qui organise son repas annuel. Ce qui nous choque, c'est que depuis le dernier scrutin, on entend ici ou là des

propos comme « *Moi, je l'ai rayé, car il nous empêche de passer sur ses terres!* »

Diantre! Il semblerait que les électeurs... chasseurs, ont oublié que c'est à la Révolution que, le droit de chasse réservé à une minorité et considéré comme un privilège seigneurial, devint, lors de la nuit du 4 août 1789, un droit pour tous: c'est la naissance de la chasse populaire.

Auparavant, les manants pris à braconner, étaient embastillés dans les geôles des châteaux, sans autre forme de procès et leurs familles laissées dans le dénuelement... La visite de celles du château de Duras vaut le déplacement! Et, au fait, depuis quand datent les communes? C'est encore en 1790. Un processus est enclenché lors de la Révolution française pour que naissent les conditions d'une vie municipale démocratique. Tout ce qui reste du pouvoir féodal est aboli!

Il ne faut jamais oublier que tous les droits dont nous disposons, l'ont été

par une lutte âpre de nos ancêtres: il faudrait, nous le pensons, nous en souvenir quand nous nous rendons librement exercer notre devoir de citoyen qu'est le droit de vote! **À bientôt dans les urnes... le 25 mai!** ■

Marie Renée
et Maurice Gérard

Égalité: un truc de bobos!

« *Les réformes sociétales du gouvernement, en premier lieu le mariage homosexuel, ont coûté très cher au Parti socialiste... La loi Taubira a choqué dans les villages, dans les quartiers populaires... Les bobos ne sont qu'une petite minorité en France, sauf peut-être à Paris. Il est temps de s'en souvenir.* » Le maire d'Agen explique, notamment, ainsi le mauvais score enregistré par les listes de gauche aux élections municipales... On appréciera que le premier magistrat d'Agen classe le mariage pour tous comme: « un truc de bobos ». On ne peut

que l'engager à se rapprocher des associations qui luttent contre l'homophobie et qui ne comptent plus les actes à caractère homophobe. Qu'on se le dise, c'est l'égalité des droits qui choque, pas les mauvais traitements dont sont l'objet les personnes ayant une orientation sexuelle différente! ■

Laplume

Super loto

Organisé par le collectif de défense de la ligne Agen/Condom:

mardi 15 avril
21h00 - foyer rural

Lots à la clé (bons d'achats, smartphone, canards gras (sans foie), cabas régional, cartons de vins, filets garnis géants...). Un service de car est à disposition: Condom (gare routière) 19h30 - Francescas 19h40 - Ligardes 19h50 - Lamontjoie 20h00 - Laplume 20h40. ■

À celles et ceux qui ne lâchent rien!

Je garderai de cette campagne le souvenir de ces camarades, de ces amis, de ces Passageois qui le soir de la victoire de la gauche rassemblée avaient les yeux embués de larmes de joie. **Enfin la gauche a gagné!** Mes pensées vont tout d'abord à mes camarades qui n'ont jamais lâché le drapeau rouge de la liberté: Monique, Élie et Coco, Jean-Claude et Françoise, Guy et Viviane... puis à nos amies et amis Éliane, Sylvie, Myriam et Alain, Pierrot, Christian, Viviane et Philippe et tant d'autres avec qui pas à pas depuis plus de quinze ans, nous

avons été les précurseurs de l'esprit du Front de gauche. C'est dans le respect de nos différences que nous nous sommes enrichis, dans un climat de confiance réciproque. **Cette culture du partage, du respect des autres a largement facilité le rassemblement de toute la gauche sur notre commune.**

Gauche constituée d'hommes et de femmes présents dans la vie communale: nos camarades socialistes autour de Francis Garcia qui a « levé le doigt » pour s'engager avec toute son énergie, ses compé-

tences et dans le respect des colistiers, nos amis du PRG autour de Jean-Louis Matéos, Anne de EELV et ses amis, les syndicalistes, les bénévoles et militants des associations de la commune. C'est cette diversité qui a été le ferment de cette liste dans une campagne digne, respectueuse des autres, créatrice d'un programme qui a parlé aux Passageois. C'est cette diversité qui a été le ferment d'une liste solidaire, animée par de solides convictions, d'une grande simplicité et joyeuse à l'image d'une gauche que nous aimerions voir à tous les niveaux de responsabilité et tout particulièrement au gouvernement. ■

Jean-Jacques Mirande

À droite toute!

« Mes chers amis, comme vous devez le savoir, la liste dont je fais partie, a été élue. À ce titre, je ne peux plus m'exprimer comme avant... » C'est ainsi que Jean-Luc Dubourg, tout nouvel adjoint au maire de Daniel Benquet, premier magistrat de Marmande s'est exprimé sur son compte Twitter. Avant qu'il n'arrondisse son discours, petit florilège de ses déclarations qui n'ont rien à envier au FN : « plus de 50 pays sont musulmans, ceux qui ne

veulent s'intégrer en France et respecter nos coutumes, ils ont le choix! », « Jean Leonetti, maire d'Antibes refuse de supprimer le porc des cantines. Il a raison et je le soutiens. Faites comme moi. C'est bon le cochon », « Léonarda, n'avons pas assez payé! Que les responsables des associations la prennent en charge chez eux avec sa famille. Pas le contribuable », « pas de mosquée à Tahiti... Les Tahitiens ont le courage de le dire haut et fort »... ■

Carte cantonale

Le groupe « l'avenir ensemble », opposition de droite au conseil général, vient de déposer un recours en Conseil d'État contre le redécoupage cantonal. Après avoir reçu une réponse négative du Premier ministre, les élus entendent poursuivre leur combat contre un redécoupage cantonal qu'ils estiment : « élaboré en catimini et

sans aucune concertation, apparaît largement favorable au Parti socialiste ». Selon ces élus, cette nouvelle carte : « bafoue totalement les cantons actuels, les intercommunalités et les bassins de vie, avec pour seul objectif de favoriser les élus socialistes en vue des élections cantonales de 2015 ». ■

Renaud Jean

L'association « les amis de Renaud Jean » tiendra son assemblée générale ordinaire le samedi 19 avril à 17h00, salle du troisième étage de Samazan. Elle sera suivie d'un vin d'honneur. ■



Le Travailleur du Lot-et-Garonne

fondé par **Renaud Jean**, premier député communiste de France
directrice de la publication : **Jacqueline Debord** - rédacteur en chef :
Nicolas Lucmarie - rédaction : **Michel Ceruti**, **Lysiane Chantre Edmond Coëdelo**, **Roger Dejean**, **Jean-Claude François**, **Marie-Renée Gérard**, **Daniel Heinrich**, **Monique Mirande**, **Guy Rauzières**, **Claude Vaccari**

édité et imprimé par **SARL Le Travailleur du Sud-Ouest**
18, rue Jules Ferry 47 006 Agen
Tél. **05 53 66 82 59** - Fax 05 53 47 61 01
letravailleur@orange.fr

CCP 1309 19X Bordeaux 2^e trimestre 2014 - ISSN 1627-2471 - CPPAP N° 0615 C 86962

à mon
avis

Stop à la politique de courte vue !

À peine quinze jours après le coup de semonce des élections municipales, Hollande et Valls font fi des exigences des Français. Ils accentuent les mesures d'austérité et structurent l'application des dogmes européens en matière d'emploi, de salaire, de protection sociale et même d'organisation de la société française. Dans les médias, encore une fois, pas un seul expert, pas un seul journaliste n'apparaît pour, au moins, tenter d'esquisser le moindre chemin vers une autre logique. Pour certains d'entre eux, même, l'action consiste à détourner l'attention sur le « mille feuilles » Région/Département qu'il faut réduire. En fait, tout est bon pour taire, écarter, esquiver la compréhension des citoyens ! Mais comme a répondu A. Chassaigne du PCF-Front de gauche à l'Assemblée nationale, confirmant la volonté de M. Valls de s'attaquer au coût du travail : «...pas un mot sur le coût du capital ! N'est-ce pas le meilleur révélateur du choix libéral qui est le vôtre ? » «Vingt ans d'exonération de cotisations sociales sur les bas et moyens salaires n'ont pas permis de sortir de l'ornière.» Cela n'est pas une politique de gauche. Oui, il faut en finir avec les calculs à courte vue ! L'enjeu, c'est la France et les Français dans une Europe refondée. On ne répétera jamais assez qu'il est temps que se réalise, avec tous ceux qui voient s'accumuler les difficultés, une alternative, une vraie politique de gauche. Ainsi, le résultat de la marche du 12 avril, contribuera au démarrage de cette construction. ■

Daniel Heinrich

Congrès ANACR47 Déterminés dans la lutte

Dimanche 6 avril, s'est tenu à Aiguillon le congrès départemental de l'ANACR avec une centaine de participants anciens résistants et amis de la Résistance. A la tribune, des officiels: le maire d'Aiguillon, un représentant du conseil général, le préfet, le commandant représentant l'armée dans le département, M^{me} Bru, responsable de l'ONAC... ainsi que le représentant du bureau national, M. Varin, la présidente départementale, M^{me} Moreno, et les élus du bureau départemental.

Après le rappel des amis récemment disparus et l'énoncé des différents rapports, sont aussi intervenus M. Jean-Michel Costes responsable de l'informatisation pour les tout nouveaux bulletins du blog, M^{me} Darquié, historienne, pour les chemins de la mémoire dans le Fumélois mais aussi le projet pour l'ensemble du département. M^{me} Victor remettait en perspective les problèmes actuels concernant les droits du monde combattant, signalant l'absence de nomination d'un ministre délégué aux Anciens combattants, la baisse effective de plus de 3 % du budget, la

préparation de la commémoration des 70 ans du débarquement, notre association, s'est battue pour faire apparaître la notion de Résistance. Ont été également évoquées, la retraite mutualiste considérée par le ministre délégué à une « niche fiscale », les divisions exprimées au sein de l'UFAC, l'opposition de l'ANACR à l'attribution du titre de reconnaissance de la Nation aux enrôlés de force (les Malgré-nous)... L'intervention du membre du bureau national porta sur la réalité actuelle au vu des résultats électoraux inquiétants qui témoignent à la fois



de la misère économique grandissante et de l'ignorance d'un passé qui devrait servir d'outil à l'analyse de la situation présente, se voulant résolument combative. La matinée se terminait par une cérémonie au monument aux morts. Le repas annuel réunissait ensuite plus de 80 personnes avec la traditionnelle récolte de contributions

(quête, bourriche, participation au « wagon de Penne ») indispensables à la survie de l'association. Beaucoup d'émotions, de convivialité et de détermination à poursuivre les luttes en suivant l'exemple de ceux de la Résistance se sont manifestées au cours de cette journée. ■

Lysiane Chantre



Pôles de santé Mise en garde (2)

Nous poursuivons les explications, la mise en garde sur les pôles de santé. La semaine dernière, nous avons fait état du mutisme instauré depuis des mois, taisant les objectifs du devenir du pôle de santé du Villeneuvois (et d'ailleurs). Cette semaine nous poursuivons le « lexique » précisé dans le document réalisé par les syndicats CGT de l'Hôpital et de la clinique de Villeneuve s/Lot.

Plan de retour à l'équilibre

Disposition instaurée par le plan hôpital 2007, elle est reprise par la loi Bachelot. Sur injonction de l'Agence régionale de santé, le plan de retour à l'équilibre (PRE) contraint les hôpitaux présentant des déficits, suites

aux politiques successives de restrictions budgétaires, à réduire leurs dépenses pour retrouver un équilibre financier. Cela conduit à la compression d'effectifs, à la fermeture de lits et/ou de services, à la précarisation des emplois, à la suppres-

sion d'activités de soins jugées « non rentables »...

La facturation T2A

Système de tarification des actes médicaux qui consiste à considérer que soigner des patients se fait par « panier de soins » plutôt que par « besoins réels » du patient. Cela pousse à réduire les durées moyennes de séjour, réduire les soins appelés désormais de confort, comme les toilettes complètes, le relationnel, la mobilité et

y compris les repas... Le patient devient donc le moyen de financement à rentabiliser.

De même, augmenter le nombre d'actes et réduire le personnel devient essentiel pour « l'équilibre » et la « rentabilité » de l'établissement. Le résultat est sans appel :

- intensification et la dégradation des conditions de travail, maladies professionnelles et « turnover » ;
- dégradation des soins, hôpitaux en déficit chronique et PRE en cascade.

Dans ce système, déclarer vouloir ramener l'hôpital à l'équilibre ne peut être que catastrophique pour les patients comme pour les personnels.

Intercommunalité

Pour la première fois en mars 2014, dans les communes de plus de 1 000 habitants, les conseillers communautaires ont été élus au suffrage universel direct, par fléchage, dans le cadre des élections municipales. Les conseillers communautaires composent l'organe délibérant des communautés de communes et des communautés d'agglomération.

Démocratie: occasion manquée

Plus de démocratie?

À la suite du transfert d'un nombre croissant de compétences des communes vers les structures intercommunales, la légitimité démocratique de l'intercommunalité s'est posée. Les délégués intercommunaux représentant les communes au sein des établissements publics de coopération intercommunale étaient, jusque-là, désignés au sein du conseil municipal. Le principe de l'élection des conseillers communautaires au suffrage universel direct a finalement été voté dans le cadre de la loi portant réforme des collectivités territoriales du 10 décembre 2010. La loi électorale du 17 mai 2013 a organisé les modalités de cette élection.

Quel rôle?

Élus pour six ans, les conseillers communautaires délibèrent chaque trimestre sur les dossiers relevant de leurs compétences. Parmi celles qui sont obligatoires pour toutes les intercommunalités: le développement économique du territoire et son aménagement, notamment le choix d'implanter telle zone d'activité économique, commerciale, à tel endroit. Les communautés d'agglomération se chargent également de la politique de la ville et du logement. Les intercommunalités qui ont leurs ressources propres (impôts locaux sur les entreprises, taxe foncière et taxe d'habitation pour les ménages, ainsi qu'une dotation de l'État) peuvent aussi

travailler sur les équipements sportifs et culturels, l'eau, la collecte des déchets... L'idée étant d'imaginer des solutions à l'échelle, non plus seulement d'une commune, mais du bassin de vie et de réaliser des économies en mutualisant les moyens.

Une occasion manquée

Au terme de la campagne, on peut dire que le changement de scrutin n'a pas vraiment bouleversé les pratiques. Les enjeux communautaires ont été peu abordés par les candidats, il n'y a pas de confrontation sur des projets de territoire. Les troisièmes tours s'annoncent du même acabit que les précédents: de la cuisine politique. Ils dépendront de la majorité politique qui s'est dessinée au sein des communes mais aussi et surtout des tractations politiciennes. Selon les configurations, des pactes sont passés entre élus. Y figurent des engagements sur le nombre et l'affectation des vice-présidences, les projets d'investissement, la dotation de solidarité communautaire, la présidence des organismes satellites... On est loin de l'avancée démocratique attendue par le changement de scrutin. ■



**Marche contre l'austérité
horaire de car départs**
Villeneuve 2h00
Agen 2h30
Marmande 3h00
retour vers 18h30/19h00
réservation **05 53 66 98 10**

ARS

L'Agence régionale de santé a été mise en place par la loi HPST dite loi Bachelot - Cette loi refonde notre système de santé en remettant en cause la notion de « santé publique ».

L'ARS représente le ministère de la Santé et organise la diminution des dépenses publiques favorisant la privatisation des établissements de santé en pôles de santé publics ou privés.

Le 31 janvier 2014, lors de notre rencontre avec la représentante de l'ARS, celle-ci précise qu'elle a en charge le calcul des effectifs sur le pôle.

Soit, un infirmier et un aide-



soignant pour quinze patients...

Loi HPST

La loi HPST du 21/07/2009 renforce le pouvoir de l'État au détriment de la Sécurité sociale, en imposant de nouvelles organisations:

- mise en place des ARS qui concentrent tous les pouvoirs de décision et les moyens financiers;
- disparition des directions départementales et régionales des affaires sociales et sanitaires;
- remplacement des

conseils d'administration des hôpitaux par des conseils de surveillance n'ayant plus voix délibérative;

La loi renforce la notion d'hôpital/entreprise en développant leur gestion sur le mode du privé impliquant la mise en place de la T2A.

La loi institutionnalise les regroupements public/privé, le recours aux groupements de coopération sanitaire (GCS), la création des communautés hospitalières de territoire...

La loi affiche des objectifs comptables, en opposition à une réponse aux besoins de santé et de Sécurité sociale...

À suivre! ■

Le Passage-d'Agen
Virage à gauche

Le conseil municipal du Passage-d'Agen a été installé le samedi 6 avril. **Jean-Claude Delanis**, le doyen, a ouvert la séance avec une intervention très émouvante: « *ce mot par lequel je veux commencer mon intervention préliminaire, c'est le mot émotion, celle qui nous a étreints quand nous avons appris – je reprends le titre d'un journal local, la victoire historique de la*



gauche au Passage-d'Agen, celle dont Victor Hugo a dit: les mots manquent aux émotions... Passageois et Passageoises, qui somme-nous aujourd'hui? Comme le nom de notre commune l'indique, les habitants ne faisaient que passer et de plus en plus ils se sont mis à rester et à aimer leur nouveau lieu de résidence. Ils sont venus d'Italie, d'Espagne, du Portugal, du reste de l'Europe; ils sont venus du continent africain et forment aujourd'hui une communauté assoiffée d'identité. Longtemps cité-dortoir ou arrière-boutique de l'agglomération, notre cité devra asseoir cette identité sur la rive gauche de la Garonne. Aux premiers jours de cette aventure exaltante que nous allons aborder avec beaucoup d'humilité, mais aussi d'ambition, je crois pouvoir affirmer que nous allons assumer notre passé, animer et gérer le présent, préparer et construire l'avenir... ». Le nouveau maire, **Francis Garcia**, a précisé la feuille de route de son équipe: « *justice sociale, impératif écologique, ambition économique et participation démocratique!* ». Il a notamment annoncé des mesures de démocratisation de la vie locale: retransmission des conseils municipaux, création de comités de quartier et mise à disposition des décisions et des délibérations sur le site internet de la mairie. Concernant les attri-



butions, **F. Garcia** gèrera directement les dossiers relatifs à la sécurité, à la propreté et à la tranquillité publique. Ont été élus adjoints **Brigitte Barailles**, 1^{re} adjointe, en charge du personnel, de l'état-civil et de la petite enfance; **Jean-Jacques Mirande**, 2^e adjoint, en charge des travaux, de l'habitat, de l'urbanisme et des déplacements; **Éliane Bernès**, 3^e adjointe en charge des finances, de la logistique et du développement économique; **Anne Loubriat**, 4^e adjointe en charge de l'environnement; **Daniel Meynard**, 5^e adjoint en charge des associations et de la politique culturelle; **Patrick Lavallart**, 6^e adjoint en charge des affaires scolaires/périscolaires et du jumelage; **Pierre Portejoie**, 7^e adjoint, en charge de l'animation, de la jeunesse et des conseils de quartiers. Parmi les élus délégués **Christian Lagarde** sera en charge du sport. ■



Il y a matière à réflexion
sur la guerre d'Algérie

Dans notre précédente édition, nous avons parlé de Henri Alleg et de Maurice Audin. Aujourd'hui, nous voulons rappeler que tous ceux qui se sont opposés à la guerre d'Algérie, gardant la tête au-dessus des eaux-vannes du colonialisme avaient raison.

Tous ceux qui se sont opposés à la guerre d'Algérie avaient raison

Avaient raison les « *soldats du refus* ». Avaient raison les gens qui ont manifesté pour la paix en Algérie, signé des pétitions exigeant la négociation avec le FLN. Avaient raison ceux qui n'ont pas accepté le proverbe romain selon lequel « *au milieu des armes, les lois sont silencieuses* ». Comme Monseigneur Duval (cardinal archevêque d'Alger), le général de Bollardière, Georges Suffert, l'abbé Pierre, le pasteur Dumas et bien d'autres. Avaient raison ceux qui, en 1960, ont justifié l'insoumission par rapport à la guerre d'Algérie (appel des 121). Parmi eux: Vercors, J-P Sartre, S. Signoret, M. Duras, F. Sagan, S. de Beauvoir, A. Breton, A. Resnais. Avaient raison les déserteurs par conviction anticolonialistes ou par réaction aux tortures et aux exécutions sommaires. Avaient raison H. Maillot, M. Laban, R. Pézenard, F.Yveton, J. Ferrugia et leurs camarades qui ont combattu aux côtés du FLN, parce qu'ils se sentaient pleinement Algériens, bien

qu'étant d'origine européenne. Ils avaient raison parce que le colonialisme était une tyrannie qui ne pouvait qu'être totalement négative pour les peuples colonisés. Dans la prochaine édition, nous reviendrons sur l'action « *des soldats du refus* » et quelques autres cas significatifs de la lutte pour l'indépendance de l'Algérie. Ainsi que sur la lutte des diverses organisations qui ont dénoncé la torture et le colonialisme.

Le Pen, l'ultra-colonialiste complice de l'OAS

Si cela pouvait mettre la puce à l'oreille des électeurs qui ont été trompés par le Front national, rappelons quelques faits que beaucoup d'entre eux ignorent sans doute: le 3 octobre 1960, Le Pen et ses nervis défilent avec le général Zeller et le maréchal Juin qui s'opposent à la paix en Algérie. Le 19 novembre 1961, Le Pen fait applaudir les généraux félons, dont le général Salan et l'OAS. Depuis, il n'a cessé de justifier la torture. Plus tard, il a mis en doute l'existence des fours crématoires, dit que la Shoah n'est qu'« *un détail de la seconde guerre mondiale* », et qu'on a « *exagéré la brutalité de l'occupation allemande* ». Ajoutons qu'à un journaliste de la télé sur l'histoire du Front national et le rôle de son père, Marine Le Pen a répondu « *j'assume tout* ». ■

Edmond Coëdelo

Marmande

Installation du conseil

vendredi 5 avril, lors de l'installation du conseil municipal, le nouveau maire Daniel Benquet est revenu sur la croisade des Albigeois et le lourd tribut payé par les Marmandais et Richard Cœur de Lion, pour passer à 1983, date à laquelle la gauche a gagné la municipalité, et arriver à 2014 avec le retour de la droite. D'autres grandes dates des XIX^e et XX^e siècle auraient mérité d'être mises en relief comme la rébellion des Marmandais (déportés à Cayenne) contre le coup d'État de 1852 ou la libération de la ville... C'était contraire à la philosophie du nouveau maire, élu également par le conseiller municipal d'extrême droite. Dans son allocution, il a discriminé les « assistés », révélant ainsi une volonté de faire la guerre aux pauvres. Concernant l'emploi communal, il a indiqué qu'il conserverait les employés « compétents »... Il a reconnu que Marmande avait été transformée avec

Casteljaloux*

Après les élections... aucune surprise

L'élection du maire et de ses adjoints s'est déroulée vendredi 28 mars. Comme prévu Jean-Claude Guénin a été élu, avec les 24 voix de sa majorité. Les trois élus de l'union de gauche ont voté blanc. Même si le score de sa liste (74 %) doit être respecté, sans réserve, il n'empêche que certaines réalités sont là et bien là. Même si toutes les tendances n'incombent pas au maire et conseiller général, le taux de chômage est de 14,77 % contre 10,49 % nationalement; sans parler des emplois précaires. Après vingt ans de sa gestion orientée vers le privé (assainissement avec Véolia, les cantines, les thermes, le golf) et vers le tout tourisme, les impôts sont très lourds (72 % au-dessus des villes comparables). La dette communale est des plus lourdes (70 % en plus des villes comparables) et les emplois dans ces secteurs vont et viennent; très peu de CDI. La plupart des jeunes, après leurs études, quittent la ville. Casteljaloux attire les gens de l'extérieur mais seulement l'été. Ce qui est, certes, mieux que rien, mais ne remplacera jamais des PME qui manquent

une maîtrise de la fiscalité... Ses projets, pour l'instant, ne sont que la poursuite de l'existant avec la perspective d'une nouvelle animation du centre-ville et le « retour de la cavalcade »: tout ça pour ça! pourrait-on dire? Gérard Gouzes a saisi l'occasion de l'installation du conseil municipal pour annoncer son retrait de la vie politique, dès l'installation le 12 avril du conseil communautaire, en regrettant de ne pouvoir inaugurer les projets en cours: les cinq projets urbains et habitat du Front de Garonne, la modernisation des 180 logements du centre-ville, le lotissement du Roc, la modernisation du Comédia, de la piscine olympique à vague, l'installation de Val de Garonne au palais de justice jusqu'alors inoccupé... Alors est-ce la politique nationale, le mandat de trop ou autre chose? A-t-il exprimé... Enfin, il a souhaité bonne chance à la nouvelle majorité et a donné le bâton de pèlerin aux six nouveaux élus de gauche de la minorité (26 de droite et 1 FN). Michel Ceruti prendra le siège laissé vacant. ■

Aiguillon

Victoire de la gauche

La gauche unie et rassemblée a été élue au second tour. Le maire **JF. Sauvaud** a été reconduit. La fusion de la liste du maire sortant avec la liste citoyenne et solidaire conduite par **Sylvio Guinguan** l'a emporté sur les deux listes de droite présentes. S. Guinguan, PCF a été élu, second adjoint et Fabienne Diouf, cinquième adjointe. Michel Cadays, PCF et les autres membres de la liste verront leurs responsabilités définies lors du prochain conseil municipal le 11 avril. ■

cruellement. Par rapport à 1970, il manque 700 salariés à plein-temps et tout ce qui en découlait en ville. On est tombés de 5200 habitants à 4735... Tandis qu'en moyenne, les villes similaires ont gagné 10 %. En même temps, en vingt ans la population a changé pour 50 %. On accueille de plus en plus de gens venus du nord de la Loire. Nous avons 35 % de retraités et seulement 19 % de moins de 19 ans... Pour comparaison, même si comparaison n'est pas raison... Boulazac, près de Périgueux, 5150 habitants en 1980, est riche maintenant de presque 7000 habitants. En pleine réindustrialisation particulièrement depuis l'accession à la mairie d'une majorité de gauche, d'un nouveau maire et conseiller général communiste (ancien percepteur) qui n'avait qu'un objectif: développer l'implantation d'entreprises. Le maire et son équipe ont été réélus avec 78 % des suffrages; ville rajeunie avec un taux de chômage de 10 %. La dette de Boulazac: 5,6 millions, contre 8 millions à Casteljaloux. ■

Jean-Claude François

Bon-Encontre

La gauche reconduite

Le premier tour des élections municipales a vu la liste d'union de toute la gauche (PS, PCF, PRG, EELV et société civile) réaliser le score de 47,92%, la liste sans étiquette 26,80% et celle de la droite (UMP, UDI, MODEM) 25,27% avec un taux de participation de 64,49%. Le second tour s'est soldé par un score de 52,35% pour la liste de l'union de la gauche (plus 4,43% par rapport au premier tour), la liste sans étiquette est descendue à 25,33% et celle de l'UMP à 22,32% avec un taux de participation de 63,46%. Il y a donc vingt-trois élus pour la gauche avec cinq élus pour les communistes (un de plus qu'en 2008). **Marcel Vindis** a été élu maire adjoint, **Jacqueline Juillia** conseillère déléguée et conseillère communautaire à la CAA. ■

Marcel Vindis

Divers

Montpouillan

La liste conduite par **Bernard Montpouillan** a été élue en totalité. M. Leboustouler, maire sortant qui ne se représentait pas, a procédé à l'installation du conseil municipal et le doyen d'âge à l'élection du maire B. Montpouillan, élu avec 15 voix sur 15; 1^{er} adjoint Serge Lagrollet, 2^e adjoint Gilbert Monicard, 3^e adjoint Denis Maisonnave et 4^e adjoint André Lalarde; délégué communautaire Bernard Montpouillan et Serge Lagrollet. Le nouveau maire a félicité le sortant et son équipe pour le travail réalisé et avec une pensée pour son grand-père Valmy Dufaud, maire de Samazan de 1961 à 1974. Le prochain conseil élira les commissions et aura deux dossiers: le vote du budget et la mise en place des rythmes scolaires. ■

Sénestis

Jacques Bro a été réélu maire, sa liste avait obtenu dix conseillers. Sa première élection remonte à 1975, il s'agit de son septième mandat. Concernant les délégations, le maire sera entouré de trois adjoints: Jacques Pin, Alain Brouillet et Françoise Dubran. Jacques Bro et Jacques Pin représenteront la commune à l'intercommunalité. ■

Lagruère

Guy Pereuil a été élu maire, il succède à Patricia Richon. Deux adjoints ont été élus: Jacques Verdelet et Madeleine Raphello. Guy Pereuil est né à Lagruère. Ce postier à la retraite est un ancien syndicaliste. ■

Salvador Puig Antich

le dernier baroud d'honneur du franquisme

Il y a un peu plus de quarante ans, au cœur de la prison de Modelo à Barcelone, le jeune militant anarchiste catalan Salvador Puig Antich subissait le terrible supplice de la strangulation par garrotage. Il demeure le dernier prisonnier politique exécuté par la dictature franquiste.

L'histoire

Très tôt dans sa jeunesse, ce jeune révolté se qualifiant lui-même d'anarchiste, participe aux premières manifestations étudiantes contre la dictature espagnole. De cet engagement s'en suivra la participation à la création du Mouvement ibérique de libération (MIL). Ce groupuscule armé d'extrême gauche avait pour vocation de récupérer des fonds pour financer les caisses de grèves. Les militants du MIL décident d'alimenter ces caisses par la force des armes : se prenant pour des Robins des Bois modernes, ils braquent des banques. Pour Salvador Puig Antich, ces braquages se résument à de l'expropriation. Ces militants du MIL entretenaient des liens très forts avec des camarades français résidant dans la région toulousaine ; région qui sert également de base arrière aux militants du MIL pour échapper à la répression de la police espagnole.

Le tournant

En 1973, sur les indications d'un ancien militant du MIL, la police politique franquiste tend un piège à Salvador et ses amis. Le guet-apens du 25 septembre 1973 tourne mal, très mal. Une violente fusillade éclate. Devant l'extrême violence de l'intervention, Salvador Puig Antich, en tentant de se défendre, abat un des policiers venus l'arrêter. Lui-même blessé gravement, il est arrêté et emprisonné. La sanction est évidente pour le pouvoir : Salvador Puig Antich est condamné à mort le 2 mars 1974.

Une vague de soutien mondial

L'exécution de ce militant d'extrême gauche aura un retentissement mondial. Dans de nombreux pays, des manifestations de soutien accompagnées de puissants mouve-

ments de grève sont organisées. En France, ces mobilisations sont organisées par l'extrême gauche française.

La gauche traditionnelle, opposée aux actions armées, se contentera de protestations de circonstance. Même en Espagne, pays meurtri par la répression sanglante opérée par Franco contre les militants républicains et anarchistes au lendemain de sa prise de pouvoir le 1^{er} avril 1939, des grèves d'indignation politique furent organisés dans plusieurs grandes villes (Madrid, Barcelone et Valladolid).

Front national

On ne peut aborder cette page sombre de l'histoire de l'Espagne sans un mot pour l'extrême droite française, le tout jeune Front national se faisant déjà remarquer en applaudissant l'assassinat de Salvador Puig Antich. Jean-Marie Le Pen n'a jamais renié ses liens avec le régime franquiste ; Madrid allait même servir de base pour l'OAS. C'est dans la capitale espagnole que s'est construite l'organisation (dont l'idéologie se base sur la phrase suivante : « *l'Algérie est française* ») qui allait semer la terreur en France et en Algérie. De nombreux membres de l'OAS trouveront une porte de sortie au sein du Front national. Une amitié solide naîtra entre le leader frontiste et le fondateur de la Phalange. Ces liens sont toujours d'actualité.

Ainsi, il y a quelques années, le chef actuel de la Phalange déclarait que des liens fraternels unissaient leurs deux organisations. Alors, malgré les nombreuses tentatives de dédramatisation du Front national pour en faire un parti respectable, les militants d'extrême gauche et antifascistes, eux, se feront toujours un devoir d'éclairer les citoyens sur le passé sulfureux de ce parti. Un parti qui aura soutenu une dictature et applaudit l'exécution de milliers de prisonniers politiques. Salvador Puig Antich demeure la dernière victime du Caudillo. ■

Thomas Portes



ville d'Agén
www.agen.fr

VOIE SUR BERGE ANIMÉ

URBAN GARONNE LE 27 AVRIL
tous les détails sur www.agen.fr

25 ANS
FAC DU PIN
CENTRE UNIVERSITAIRE D'AGEN

Photographies de
Man Ray

Exposition
DU 17 MARS AU 18 AVRIL
2014

UNIVERSITÉ BORDEAUX LEE-ET-CAPODIE AGEN

SUA 1906 L & G ATLANTIQUE STADE ROCHELAIS

AGEN vs LA ROCHELLE
DIMANCHE 13 AVRIL - 15H

PLACE STANDA EN TRIBUNE **12€***

Burton Francis 1/2 d'ouverture

Réservations : billetterie.agen-rugby.com ou 05.53.98.12.64

*Place plein tarif en Tribune Laxalt, hors droits de garde et dans la limite des stocks disponibles.